La réintégration des monuments historiques de l'Alsace dans le patrimoine français :

Enjeux, acteurs et méthodes

Historic monuments being part of the French heritage again: what was at stake? who were the actors? which methods?

Die Wiedereingliederung der elsässischen historischen Denkmale in das französische Kulturgut: Herausforderungen, Akteure und Methoden

Nicolas Lefort

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/3506>

DOI : 10.4000/alsace.3506

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 273-302

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Nicolas Lefort, « La réintégration des monuments historiques de l'Alsace dans le patrimoine français : », *Revue d'Alsace* [En ligne], 144 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 15 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3506> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.3506>

La réintégration des monuments historiques de l'Alsace dans le patrimoine français : enjeux, acteurs et méthodes

273

Nicolas Lefort

La question de la réintégration des monuments historiques de l'Alsace dans le patrimoine français après l'armistice du 11 novembre 1918 peut paraître à première vue assez secondaire en comparaison des multiples problèmes politiques, économiques ou sociaux que soulève le retour de l'Alsace à la France. Pourtant, quoi de plus symbolique et d'identitaire que le patrimoine ?

Les changements de domination de l'Alsace en 1871 et en 1918 ont des conséquences sur la perception et la politique de conservation des monuments car ces derniers sont des éléments constitutifs de l'histoire et de l'identité nationales. D'après la première loi française du 30 mars 1887 sur les monuments historiques, votée alors que l'Alsace est un territoire allemand – peuvent être classés « les immeubles dont la conservation peut avoir, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt national ¹ ». De même, pour l'Allemand Georg Dehio, professeur d'histoire de l'art à l'Université impériale de Strasbourg et initiateur d'un nouvel inventaire

1. Loi du 30 mars 1887 pour la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique, article 1.

des monuments historiques de l'Alsace en 1912², « Nous ne conservons pas un monument parce que nous le croyons beau, mais parce que c'est un élément de notre existence nationale³ ».

L'enjeu national que représentent les monuments historiques de l'Alsace est particulièrement important, c'est pourquoi les Français cherchent à se les réapproprier de plusieurs façons. Le patrimoine de la région est instrumentalisé par la propagande pour justifier son retour à la France. Les services d'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine sont réorganisés sur le modèle français et les méthodes françaises de conservation des monuments historiques rapidement introduites par des hommes nommés par Paris. Enfin, la politique de valorisation, de protection et de restauration du patrimoine mise en œuvre dans la région met l'accent sur les monuments qui rappellent son passé français et les efforts faits par la France pour la recouvrir.

Les monuments historiques de l'Alsace : un enjeu national pour la France

Pendant la Grande Guerre, le patrimoine est fortement instrumentalisé par la propagande. Français et Allemands se renvoient la responsabilité des destructions de monuments emblématiques tels que la cathédrale de Reims en septembre 1914⁴. Dans ce contexte, puis dans celui du retour à la France, les monuments historiques de l'Alsace tiennent une place particulière dans les travaux des historiens de l'art français et les publications sur le patrimoine.

2. Sur l'inventaire Dehio, voir François IGERSEIM, *L'Alsace et ses historiens, 1680-1914, La fabrique des monuments*, Strasbourg, PUS, 2006, p. 425-426.

3. Georg DEHIO, *Denkmalschutz und Denkmalpflege im neunzehnten Jahrhundert, Rede zur Feier des Geburtstages Sr. Majestät des Kaisers gehalten in der Aula der Kaiser-Wilhelms-Universität Strassburg*, Strasbourg, Heitz und Mündel, 1905.

4. Sur l'instrumentalisation du patrimoine pendant la Grande Guerre, voir notamment : Jean-Marc HOFMAN (dir.), *1914-1918, Le patrimoine s'en va-t-en guerre*, Paris, Cité de l'architecture & du patrimoine, Éditions Norma, 2016. Christina KOTT, *Préserver l'art de l'ennemi? Le patrimoine artistique en Belgique et en France occupées, 1914-1918*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, « Comparatisme et société, n°4 », 2006. Michela PASSINI, *La fabrique de l'art national. Le nationalisme et les origines de l'histoire de l'art en France et en Allemagne, 1870-1933*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 2012.

Les monuments historiques de l'Alsace, un patrimoine français

Les historiens de l'art français considèrent les monuments historiques de l'Alsace comme des témoins de l'influence et du rayonnement artistiques pluriséculaires de la France sur le Rhin. Dans son ouvrage *L'art allemand et l'art français du Moyen Âge* paru en 1917, Émile Mâle rappelle que l'art gothique ou *Opus francigenum* est une création de l'Île-de-France et non de l'Allemagne comme on le pensait pendant une bonne partie du XIX^e siècle, ce que ne contestent plus les historiens de l'art allemands tels que Georg Dehio. Émile Mâle réaffirme néanmoins que la croisée d'ogive s'est diffusée en Alsace, via la Bourgogne, avant de se propager en Allemagne. Il proclame que la cathédrale de Strasbourg « que l'Allemagne croit sienne, est presque toute française » et que « la part de l'Allemagne » se limite à la haute tour et à la flèche, « partie la plus célèbre de la cathédrale » mais aussi « la moins belle ». Marqué par la culture de guerre, il conclut que les Allemands sont des « barbares » incapables de créer dans le domaine artistique, contrairement aux Français qui seraient les défenseurs de la « civilisation » et du « bon goût »⁵.

Après 1918, les thèses d'Émile Mâle sont reprises par le critique d'art André Hallays⁶, grand connaisseur et défenseur du patrimoine français. Avocat de formation, Hallays est un ami de Poincaré et de Millerand. Il découvre l'Alsace en 1903 à l'occasion d'une conférence sur « l'esthétique des villes » qu'il donne à l'invitation de la Société industrielle de Mulhouse⁷. C'est à ce moment qu'il rencontre le docteur Pierre Bucher, un ardent propagandiste de la cause française en Alsace qui figure parmi les fondateurs du Musée alsacien à Strasbourg. Dès lors, Hallays multiplie les séjours en Alsace dont il visite les villes et les villages, les monuments et les musées. En 1905, il participe au numéro

5. Émile MÂLE, *L'Art allemand et l'art français du Moyen Âge*, Paris, Armand Colin, 1923, p. 117-118, 150-151, 161-162. Sur cette question, voir Théodore RIEGER, « Émile Mâle (1862-1954) et la cathédrale de Strasbourg », *Petite revue, supplément littéraire du Nouvel alsacien*, n° 183, 20 octobre 1954, p. 1 et 3, et plus récemment Michela PASSINI, *La fabrique de l'art national, Le nationalisme et les origines de l'histoire de l'art en France et en Allemagne, 1870-1933*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2012, p. 167-228.

6. Notices biographiques dans le *Dictionnaire de biographie alsacienne*, n° 14, p. 1386 (Philippe Dollinger) et dans la base *Dictionnaire critique des historiens de l'art actifs en France de la Révolution à la Première Guerre mondiale*, site de l'INHA, 2009 (Ruth Fiori).

7. « Conférence sur l'esthétique des villes par M. André Hallays, séance du 24 juin 1903 », *Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse*, septembre 1903, p. 257-272.

Fig. 1 : Devant le centre de renseignement de Réchésy pendant la Grande Guerre. Au centre, le docteur Bucher ; dernier à droite, André Hallays (*Hommage à André Hallays, Ami de l'Alsace*, Strasbourg, Éditions de L'Alsace française, s.d. (1930), p. 7).

de la *Revue alsacienne illustrée* sur la restauration controversée du Haut-Koenigsbourg par un article intitulé « Restaurer un monument, c'est le détruire ⁸ ». En 1911, il publie dans sa série *En flânant* un volume consacré à l'Alsace ⁹. Pendant la Grande Guerre, il travaille avec Bucher au centre de renseignement de Réchésy, près de Belfort ¹⁰ (fig. 1). Après le retour de l'Alsace à la France, il est vice-président de la Société des Amis de l'Université de Strasbourg. Il fait partie des fondateurs et collaborateurs de *L'Alsace française*, revue hebdomadaire d'action nationale et du *Journal de l'Est*.

8. André HALLAYS, « Restaurer un monument, c'est le détruire », *Revue alsacienne illustrée*, n° 7, 1905, p. 68-71.

9. André HALLAYS, *En flânant à travers l'Alsace*, Paris, Perrin, 1911, 342 p. Il s'agit d'un recueil d'articles parus entre 1903 et 1910 dans le *Journal des débats*.

10. Voir Gisèle LOTH, *Un rêve de France : Pierre Bucher, une passion française au cœur de l'Alsace allemande, 1869-1921*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2000.

Dans ses publications, Hallays défend l'idée que l'Alsace a toujours été influencée par la civilisation occidentale en opposition à la barbarie venue de l'Est :

Le plus ancien des monuments de l'Alsace est un refuge contre l'envahisseur. C'est le mur païen, l'enceinte mystérieuse qui entoure le sommet de la montagne de Sainte-Odile. Derrière ce rempart, dont le contour mesure plus de dix kilomètres, les premiers habitants de l'Alsace, les Celtes, mettaient à l'abri leurs dieux, leurs enfants, leurs trésors et leurs troupeaux quand apparaissait dans la plaine le Barbare venu de la rive droite du Rhin ¹¹.

277

Le critique d'art cherche à montrer que les monuments de l'Alsace sont français et non allemands. Il répertorie les influences françaises dans les églises romanes de la région : l'abbaye de Cluny pour Murbach, les églises du Poitou pour Marmoutier et pour le décor sculpté de Saint-Léger de Guebwiller, le Périgord et l'Auvergne pour Sainte-Foy de Sélestat. Par contre, il estime à propos de l'église Saints-Pierre-et-Paul de Rosheim que « les bases grossières des colonnes, les sculptures plates des chapiteaux, la pauvreté des décorations sculptées sont dans la tradition germanique ». Il souligne ensuite qu'« en Alsace, les églises gothiques se rattachent directement à l'art français » en prenant pour exemple la collégiale Saint-Martin de Colmar « d'une élégance toute française » dont le maître d'œuvre Humbert venait d'Île-de-France ¹².

Pour Hallays, les monuments de la Renaissance en Alsace n'appartiennent ni à la Renaissance française, ni à la Renaissance allemande, mais à « la nuance alsacienne ». Cette « nuance alsacienne » se caractérise par « un certain instinct de l'harmonie et des proportions qui décele un goût particulier ¹³ ». Autrement dit, la Renaissance alsacienne révèle « des affinités séculaires » qui prédisposent l'Alsace à accueillir l'art français du XVIII^e siècle ¹⁴.

11. André HALLAYS, « Les monuments de l'Alsace », *L'Alsace française*, n° 26, 25 juin 1921, p. 401.

12. *Ibid.*, p. 402.

13. *Ibid.*, p. 403.

14. André HALLAYS, « Les monuments de l'Alsace », in *L'Université de Strasbourg, Renseignements destinés aux étudiants étrangers*, Strasbourg, Comité d'études et d'informations, 1922, p. 56-57.

Hallays rappelle qu'« aucune province de France n'est plus riche que l'Alsace en monuments et en œuvres d'art du XVIII^e siècle ». Pour lui, c'est à cette époque que la région a reçu « l'empreinte indélébile du goût français » que 48 années d'annexion à l'Empire allemand n'ont pu effacer¹⁵.

Le critique d'art ne parle pas seulement des monuments historiques. Il s'intéresse aussi à l'architecture et à l'urbanisme de la période du *Reichsland* dans la mesure où ceux-ci ont un impact sur l'esthétique des villes. Il juge que les nombreux bâtiments publics construits par les Allemands après 1870 « sont d'une incontestable laideur : le goût ne s'organise pas ; ils sont parfois inconfortables, parce que tout y est sacrifié à l'effet ; ils ont enfin cruellement altéré la physionomie des villes anciennes ». Il souligne enfin que les monuments laissés par l'Allemagne, tels que la fontaine du *Vater Rhein*, place Broglie à Strasbourg, ont été accueillis par « les gouailleries et les sarcasmes » des Alsaciens¹⁶.

Ainsi, la thèse défendue par André Hallays est que les plus beaux monuments de l'Alsace sont soit d'inspiration française soit proprement alsaciens, que le style alsacien est empreint de l'influence française, et que les Allemands n'ont construit que des bâtiments et des monuments lourds et disgracieux. Ainsi, les monuments et le goût artistique des Alsaciens prouveraient que l'Alsace est une province bien française, ce qui légitimerait son retour à la France.

Les accusations d'incurie contre les Allemands

Les Français reprochent aux Allemands d'avoir volontairement négligé le patrimoine qui rappelle le passé français de l'Alsace pendant la période de l'annexion. Dès 1910, André Hallays accuse l'administration allemande d'avoir exclu des listes de classement les monuments du XVIII^e siècle français. Sur les 133 monuments classés que compte la région en 1918, seulement deux datent de cette époque. Il s'agit de

15. André HALLAYS, « L'art du XVIII^e siècle en Alsace », *L'Alsace française*, n° 1, 1^{er} janvier 1921, p. 4.

16. André HALLAYS, « Le goût français en Alsace et en Lorraine », *Journal des débats*, 20 décembre 1919, p. 3. Installée en 1902, la statue du *Vater Rhein* est décriée par les Strasbourgeois en raison de son postérieur nu et de son déhanchement équivoque qui s'affichent à la vue des spectateurs sortant du théâtre place Broglie.

l'église Notre-Dame à Guebwiller, de style néo-classique, classée par la commission française des monuments historiques dès 1840, et de l'église abbatiale d'Ebersmunster, de style baroque allemand, classée en 1898 par l'administration allemande¹⁷. Le critique d'art s'étonne également de la faible place que les monuments du XVIII^e siècle occupent dans les guides touristiques et les ouvrages historiques consacrés à la région et encourage les Alsaciens à écrire eux-mêmes l'histoire de ce patrimoine¹⁸.

Hallays souligne aussi que les Allemands ont « vandalisé » le palais Rohan à Strasbourg. Il considère que ce château dessiné par Robert de Cotte est le chef-d'œuvre le plus abouti du style Régence avec l'hôtel de Soubise à Paris. La bibliothèque de Strasbourg ayant brûlé pendant le siège de 1870, les Allemands installèrent la bibliothèque de la nouvelle Université impériale dans les grands appartements du palais Rohan en 1872. Ils y établirent les rayonnages sans se soucier du décor. Après la construction de la nouvelle bibliothèque universitaire en 1895, les salles du château furent vidées et les boiseries éventrées laissées dans leur état de délabrement. Paradoxalement, l'installation au palais des collections archéologiques et du service des monuments historiques d'Alsace n'arrangea pas la situation.

En réalité, André Hallays fait preuve d'une certaine mauvaise foi dans ses critiques. Membre de la commission municipale du Vieux Paris depuis 1901, il n'ignore pas que les classements de monuments du XVIII^e siècle n'étaient guère plus nombreux en France qu'en Alsace jusqu'au vote de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques qui permit le classement d'office des édifices appartenant à des particuliers. Il sait aussi que des monuments du XVIII^e siècle – certes peu nombreux – sont inscrits sur la liste supplémentaire « des immeubles présentant un intérêt historique ou artistique » établie par le conservateur des monuments historiques d'Alsace Félix Wolff en 1903¹⁹. Il n'ignore pas non plus que le sort du palais Rohan a ému des Allemands, tels que le professeur de philosophie à l'Université impériale

17. André Hallays ajoute aux deux monuments cités l'église Sainte-Madeleine à Strasbourg qui a pourtant été détruite par l'incendie en 1904 et reconstruite par Fritz Beblo en 1907.

18. André HALLAYS, « Notes sur l'art du XVIII^e siècle en Alsace », in *En flânant à travers l'Alsace*, op. cit., p. 251 sqq.

19. Félix WOLFF, *Handbuch der staatlichen Denkmalpflege in Elsass-Lothringen*, Strasbourg, Karl J. Trübner, 1903, p. 53-103.

de Strasbourg Theobald Ziegler, et que la restauration générale du château a commencé en 1907, puisqu'il est membre de la commission instituée par le maire Rudolf Schwander pour surveiller les travaux. Dans un article paru en 1919, Hallays tente d'expliquer que la décision de Schwander ne compte pas car « cet Alsacien, tout germanisé qu'il fût, n'en conservait pas moins le sûr instinct de sa race ; il comprenait le prix et la beauté de l'œuvre française en Alsace²⁰ ». Les critiques d'André Hallays ont donc un caractère nationaliste et visent à faire passer les Allemands pour des « vandales » insensibles à la beauté.

La critique des restaurations de l'époque allemande

Si les Français critiquent l'incurie des Allemands, ils leur reprochent également leurs méthodes de restauration. Dans un ouvrage paru en 1918, le directeur des services d'architecture au sous-secrétariat d'État aux Beaux-Arts, Paul Léon (fig. 2), oppose de façon manichéenne et simpliste une méthode « française » de conservation à une méthode « allemande » de restauration des monuments historiques en prenant notamment pour exemple les travaux exécutés par Charles Winkler à la collégiale Saint-Thiebaut de Thann à la fin du XIX^e siècle, en particulier « le remplacement des statues anciennes de la façade par une galerie à colonnettes de la plus burlesque invention, l'invraisemblable coloris de la toiture [et] la décoration peinte de la nef²¹ » (fig. 3).

André Hallays dénonce lui aussi « les pastiches modernes » de Thann ainsi que les décors néo-gothiques réalisés par « les embellisseurs allemands » qui « ont sévi [...] dans la plupart des vieilles églises de

Fig. 2 : Portrait de Paul Léon, directeur français des Beaux-Arts, photographie agence Meurisse, Paris, 1922 (BNF Gallica).

20. André HALLAYS, « Le goût français en Alsace et en Lorraine », art. cit. p. 3.

21. Paul LÉON, *La Renaissance des ruines, Maisons, monuments*, Paris, Henri Laurens, 1918, p. 71.

Fig. 3 : Façade occidentale de la collégiale Saint-Thiébaut de Thann avant et après restauration par Charles Winkler (Paul LÉON, *La Renaissance des ruines, Maisons, monuments*, Paris, Henri Laurens, 1918, pl. XIX).

l'Alsace ». Il ajoute : « le coloriage des églises est un dogme des architectes de l'Allemagne moderne. Bon gré mal gré, le clergé a dû suivre l'esthétique des professeurs de Munich²² ». Hallays condamne plus particulièrement les peintures de l'église Sainte-Foy à Sélestat et les décors de Carl Schaefer à l'église Saint-Pierre-le-Jeune protestant à Strasbourg²³.

Pour les Français, les restaurations exécutées par les architectes allemands en Alsace constituent des actes de vandalisme qui ont dénaturé les monuments et leur ont enlevé toute authenticité dans le but de les « germaniser » pour mieux se les approprier. Par ailleurs, ils assimilent

22. André HALLAYS, « Les monuments de l'Alsace », art. cit., p. 402.

23. Sur la réception de la restauration de Carl Schaefer, voir : Anne VUILLEMARD-JENN, « Entre gothique et néogothique : les polychromies de Saint-Pierre-le-Jeune de Strasbourg et la réception des travaux de Carl Schäfer », *Cahiers alsaciens d'archéologie, d'art et d'histoire*, n° 56, 2013, p. 177-193.

ces restaurations aux destructions volontaires de monuments par l'armée allemande pendant la Grande Guerre. André Hallays considère la reconstruction du Haut-Kœnigsbourg par Bodo Ebhardt comme « un affreux attentat contre la beauté. Quand, pendant la guerre, les Allemands ont jugé bon d'anéantir l'admirable château de Coucy, ils n'ont pas fait pis que le jour où ils avaient scientifiquement reconstitué le Haut-Kœnigsbourg²⁴ ».

Les Français oublient que les architectes restaurateurs allemands se sont inspirés des théories et des pratiques de Viollet-le-Duc et de ses épigones, que les restaurations abusives de l'époque du *Reichsland* ont fait l'objet de vives critiques de spécialistes allemands des monuments historiques dès leur réalisation, et enfin, que les historiens de l'art allemands tels que Georg Dehio ou l'Autrichien Aloïs Riegl rejettent la pratique de la restauration et prônent dès le tournant du XX^e siècle la simple conservation des monuments dans un souci de respect de leur authenticité²⁵. Les critiques des Français ont, encore une fois, un caractère nationaliste anti-allemand. Après 1918, André Hallays rejette cependant l'idée de « dérestaurer » les monuments :

On ne saurait même revenir sur les pires restaurations accomplies par ces sauvages mégalomanes. Il faut tout respecter, même Saint-Pierre-le-Jeune de Strasbourg où ils ont fabriqué de fausses pierres tombales, même le Haut-Kœnigsbourg. La bâtisse coûte aujourd'hui trop cher pour que nous songions à remplacer toutes ces horreurs. Puis, à tout prendre, ce sont des monuments « historiques » et qui peuvent donner aux archives de demain la leçon de l'ilote ivre²⁶.

La priorité n'est donc pas de détruire ce qu'ont fait les architectes allemands en Alsace, mais bien d'y réintroduire au plus vite les méthodes et le « goût français » afin de susciter la création de nouveaux chefs-d'œuvre.

24. André HALLAYS, « Les monuments de l'Alsace », art. cit., p. 402.

25. Marion WOHLLEBEN et Georg MÖRSCH, éd., *Georg Dehio und Aloïs Riegl. Konservieren, nicht restaurieren. Streitschriften zur Denkmalpflege um 1900*, Vieweg, 1988. Voir également : Nicolas LEFORT, « Du rejet à la réhabilitation : le sort des restaurations de l'époque allemande en Alsace au XX^e siècle », *Apuntes, Journal of cultural heritage studies*, n° 30-2, 2017, p. 104-125 [en ligne].

26. André HALLAYS, « Le goût français en Alsace et en Lorraine », art. cit., p. 3.

Une administration de l'architecture et des beaux-arts chargée de réintroduire les méthodes et le « goût français » en Alsace

Pendant la période du *Reichsland*, la législation et l'organisation de la conservation des monuments historiques évoluent en Alsace-Lorraine sous l'influence des autres États allemands et des impulsions de la *Denkmalpflege* même si les Alsaciens continuent à observer de près ce qui se passe outre-Vosges²⁷. Après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, le recouvrement des provinces perdues devient rapidement l'un des principaux buts de guerre de la France. La Conférence d'Alsace-Lorraine, créée en 1915 pour étudier les modalités du retour de l'Alsace à la France en cas de victoire, se préoccupe du devenir du patrimoine de la région. La sous-commission des beaux-arts, musées et monuments, formée en février 1918, se prononce à la fois pour l'introduction immédiate en Alsace et Lorraine de la législation française sur les monuments historiques et pour la centralisation de la conservation des monuments historiques à Paris²⁸.

283

Robert Danis, directeur de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et Lorraine

En 1917, le ministère des Beaux-Arts et celui de la Guerre s'entendent pour organiser un service de protection et d'évacuation des monuments et œuvres d'art. La section du front de l'Est est confiée au sous-lieutenant du Génie Robert Danis (fig. 4), architecte en chef des monuments historiques du département des Vosges depuis 1915. Ce service fonctionne dans la région de Thann-Masevaux occupée par les troupes françaises pendant toute la durée du conflit. Danis y applique les méthodes françaises de conservation des monuments historiques dans les

27. Sur l'évolution de la législation des monuments historiques et de l'organisation des services d'architecture en Alsace-Lorraine pendant la période du *Reichsland*, voir François Igersheim, *L'Alsace et ses historiens*, op. cit., p. 387-428.

28. Archives nationales, AJ/30/98. Étude sur le régime des monuments historiques en Alsace-Lorraine comparé à la législation française par le sous-lieutenant Lavallée de l'Administration de l'Alsace, s.d. (1918). Voir Joseph Schmauch, « Archives, musées, monuments historiques. Quel avenir pour le patrimoine d'Alsace-Lorraine (1914-1919)? », *In Situ*, n° 23, 2014 [en ligne].

Fig. 4 : Portrait de Robert Danis par Gerschel, Strasbourg, 1919 (collection Martin Danis).

Fig. 5 : « Place de Belfort, La porte de Brisach ou d'Alsace », dessin de Robert Danis (*L'œuvre des architectes de l'école française du milieu du XVII^e siècle à nos jours*, Dornach, Braun & Cie, 1922, pl. I).

édifices endommagés par les bombardements tels que la collégiale Saint-Thiébaut de Thann classée par la commission des monuments historiques dès 1840²⁹.

Après l'armistice du 11 novembre 1918, une délégation de la commission des monuments historiques se rend à Strasbourg pour prendre les premières mesures nécessaires à la conservation des monuments classés, puis en février 1919, le directeur français des beaux-arts Paul Léon charge Danis d'une mission temporaire d'inspection générale des

29. Sur le fonctionnement de ce service, voir : Nicolas LEFORT, « La protection des monuments et œuvres d'art dans les territoires d'Alsace occupés par l'armée française pendant la Grande Guerre : enjeux, organisation et réalisations (1914-1919) », *Cahiers alsaciens d'archéologie, d'art et d'histoire*, n° 57, 2014, p. 157-170.

bâtiments civils, palais nationaux et monuments historiques en Alsace et Lorraine. Suite à la création, en mars 1919, du commissariat général de la République d'Alsace et Lorraine à Strasbourg, Alexandre Millerand met en place une direction de l'architecture et des beaux-arts qu'il confie à Danis avec la mission de réorganiser les services sur le modèle français et de réintroduire le « goût français » dans les départements recouvrés³⁰.

Le choix de Robert Danis s'explique par plusieurs raisons. Il est né en 1879 à Belfort, une ville qui a appartenu au département du Haut-Rhin jusqu'en 1870. Diplômé de l'École nationale supérieure des Beaux-Arts en 1905, il a été formé suivant les méthodes françaises. C'est un spécialiste et un grand admirateur de l'architecture française des XVII^e et XVIII^e siècles, notamment des fortifications de Vauban (fig. 5) et des jardins de Le Nôtre. Il a d'ailleurs commencé sa carrière comme architecte ordinaire des palais de Versailles et de Trianon. Chef du service de protection et d'évacuation des monuments et œuvres d'art du front Est depuis 1917, il connaît au moins en partie les problèmes particuliers de l'Alsace et de la Lorraine. En tant qu'architecte des bâtiments civils et palais nationaux et architecte en chef des monuments historiques, il dispose en outre d'une « double-casquette » très utile dans la perspective de la réorganisation de l'ensemble des services d'architecture d'Alsace et de Lorraine³¹.

L'expulsion des architectes allemands et le recrutement d'architectes français

La première préoccupation de Robert Danis au poste de directeur de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine est de créer un organisme unique réunissant les services d'architecture des bâtiments civils, des palais nationaux et des monuments historiques sur

30. Sur la réorganisation des services d'architecture d'Alsace et Lorraine après 1918, voir Nicolas LEFORT, « Le service des monuments historiques en Alsace de 1919 à 1959 », *Revue d'Alsace*, n° 131, 2005, p. 75-85 et « La réorganisation des services d'architecture d'Alsace-Lorraine après le retour à la France (1919-1939) », in Anne-Marie CHÂTELET et Franck STORNE (dir.), *Des Beaux-Arts à l'Université, Enseigner l'architecture à Strasbourg*, Strasbourg-Paris, ENSAS-Éditions Recherches, 2013, vol. 1, p. 154-161.

31. Sur Robert Danis, voir notamment Claire JOHANN, « Robert Danis (1879-1949), directeur de l'École au service du patrimoine », in Anne-Marie CHÂTELET et Franck STORNE (dir.), *Des Beaux-Arts à l'Université, op. cit.*, vol. 1, p. 168-175 et Nicolas LEFORT et Michel SPITZ, *Hartmannswillerkopf, Monument national de la Grande Guerre en Alsace*, Eckbolsheim, Éditions du Signe, 2015, p. 53-61.

Fig. 6 : Portrait de Paul Gélis en 1919 (collection Bruno Gélis).

Fig. 7 : Devant le théâtre de la place Broglie à Strasbourg, la statue du *Vater Rhein* est masquée par une pyramide surmontée d'un coq gaulois au moment de l'entrée des troupes françaises le 22 novembre 1918 (Musée historique de la Ville de Strasbourg, R.34396).

le modèle du ministère des Beaux-Arts à Paris. Le nouveau directeur cherche aussi à remplacer les architectes allemands, pour la plupart déjà partis ou expulsés, par des architectes français. Au service des monuments historiques d'Alsace, il souhaite introduire les méthodes françaises au plus vite. Mais le poste d'architecte en chef de la cathédrale de Strasbourg et de conservateur des monuments historiques d'Alsace est encore occupé par l'Allemand Johann Knauth. Son expulsion a été envisagée mais il a été maintenu temporairement en Alsace par Millerand en raison des travaux exceptionnels de consolidation des fondations du pilier nord de la cathédrale de Strasbourg qui ont débuté en 1911³². Si Knauth est maintenu à la cathédrale, Danis le décharge

32. Sur le sort de Johann Knauth, voir François UBERFILL, « Johann Knauth, dernier architecte allemand de l'Œuvre Notre-Dame (1905-1920) : un destin tragique », *Bulletin de la cathédrale de Strasbourg*, n° 26, 2004, p. 53-70.

immédiatement de ses fonctions de conservateur des monuments historiques. Il désigne Paul Gélis (fig. 6), un jeune architecte français diplômé de l'École des Beaux-Arts et de l'École des Arts décoratifs, pour diriger les travaux dans les édifices classés de l'Alsace. Le suivi des chantiers et la correspondance se faisant pour l'essentiel en allemand, Gélis nomme Charles Czarnowsky, un architecte et archéologue alsacien formé à la *Technische Hochschule* de Karlsruhe, pour le seconder dans sa tâche³³.

Knauth finit par être renvoyé de ses fonctions d'architecte de la cathédrale puis expulsé en Allemagne en janvier 1921. Pour Robert Danis,

Un édifice comme la cathédrale de Strasbourg prouvant d'une façon si éclatante le rayonnement de l'art français sur le Rhin ne peut être remis qu'entre les mains d'un architecte offrant toutes les garanties nécessaires particulièrement au point de vue des études de l'architecture française du XI^e au XVI^e siècle³⁴.

Dans un souci de conciliation avec la municipalité de Strasbourg, Danis nomme l'architecte de la Ville Clément Dauchy comme architecte des monuments historiques pour la cathédrale de Strasbourg. Ce dernier a fait ses études aux écoles techniques supérieures de Munich et de Karlsruhe – en Allemagne – mais il s'est illustré au moment de l'entrée des troupes françaises à Strasbourg en masquant les monuments allemands tels que la statue du *Vater Rhein*, cachée par une pyramide en bois surmontée d'un coq gaulois avant d'être démontée³⁵ (fig. 7). Ses projets de travaux à la cathédrale doivent néanmoins être soumis au contrôle et à l'autorisation de la direction de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine qui finance désormais les coûteux travaux du pilier.

33. Nicolas LEFORT, *Patrimoine régional, administration nationale : la conservation des monuments historiques en Alsace de 1914 à 1964*, thèse de doctorat en histoire, Université de Strasbourg, 2013, vol. 1, p. 141-148.

34. Archives départementales du Bas-Rhin (ADBR), 121 AL 1089. Le directeur de l'architecture et des beaux-arts au commissaire général de la République à Strasbourg, 13 septembre 1920.

35. À l'instigation de l'ancien architecte en chef de la Ville de Strasbourg, Fritz Beblo, expulsé en 1919, la statue en bronze du *Vater Rhein* est envoyée à Munich en 1929 en échange de celle du *Meislocker*, installée place Saint-Étienne.

Fig. 8 : Arrêté Millerand du 20 juin 1919 rendant applicable à l'Alsace et à la Lorraine la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques (Archives départementales du Bas-Rhin, 178 AL 28).

L'introduction rapide et conflictuelle du régime français des monuments historiques

Après l'armistice de 1918, les associations de tourisme nationales et locales réclament instamment la protection des vestiges et souvenirs de guerre du front d'Alsace qui attirent pèlerins et curieux en nombre. Cependant, la législation alsacienne-lorraine sur les monuments historiques et les sites ne permet pas de les protéger. Elle se compose encore des règlements ministériels français d'avant 1870, des règlements de la *Denkmalpflege* et de la loi du 7 novembre 1910 sur la protection de l'aspect local (*Ortsbild*). L'urgence de la situation conduit le commissaire général de la République Alexandre Millerand à prendre, dès le 20 juin 1919, un arrêté « rendant applicable à l'Alsace et à la Lorraine la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques³⁶ » (fig. 8). En vertu de ce texte, l'ensemble des travaux dans les monuments historiques d'Alsace sont exécutés sous la surveillance des architectes de la direction de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine, Robert Danis et Paul Gélis. Après le rattachement des services d'architecture au ministère des Beaux-Arts à Paris en 1923, les municipalités propriétaires de monuments historiques doivent verser à ces architectes des honoraires proportionnels au montant des travaux qu'ils ont dirigés, ce que contestent les communes comme Haguenau qui disposent de leur propre service d'architecture. Un long conflit éclate entre la Ville de Strasbourg et l'administration de l'architecture et des beaux-arts au sujet de la gestion de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, l'institution municipale qui assure depuis le Moyen Âge l'entretien, l'embellissement et la restauration de la cathédrale³⁷.

36. *Bulletin officiel d'Alsace et Lorraine*, 1919, p. 998-1003. Arrêté du 20 juin 1919 rendant applicable à l'Alsace et à la Lorraine la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques. Sur l'introduction particulière et incomplète de la loi de 1913, voir : Nicolas LEFORT, « L'introduction de la loi de 1913 en Alsace-Lorraine », in Jean-Pierre BADY et al. (dir.), *De 1913 au Code du patrimoine, une loi en évolution sur les monuments historiques*, Paris, La Documentation française, 2018, p. 178-187.

37. Sur ce point, voir Nicolas LEFORT, « Les Monuments historiques, l'Œuvre Notre-Dame et la cathédrale de Strasbourg de 1918 à 1939 », *Bulletin de la cathédrale de Strasbourg*, n° 31, 2014, p. 129-148.

Une commission de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine

290

En juillet 1919, Millerand met en place une commission de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine pour remplacer l'ancienne *Landesbaukommission* créée en 1908. La commission assure, pendant la durée du régime transitoire, les attributions de la commission française des monuments historiques dans les trois départements recouvrés. Elle se prononce sur les propositions de classement, les projets de restauration et les autres questions qui intéressent les monuments historiques et les beaux-arts. Elle se compose de neuf membres permanents : les Alsaciens Anselme Laugel et Eugène Muller, présidents successifs de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace et membres du Conseil supérieur d'Alsace et Lorraine ; trois délégués de l'administration française des Beaux-Arts, l'inspecteur général des monuments historiques Paul Boeswillwald, l'inspecteur général des bâtiments civils Victor Laloux et le conservateur du Musée préhistorique et gallo-romain de Saint-Germain-en-Laye Henri Hubert ; et enfin, quatre spécialistes des questions artistiques en Alsace et Lorraine : le Dr Pierre Bucher, le lieutenant de la Chaise de la Mission militaire à Metz, Raymond Koechlin, président de la Société des Amis du Louvre et auteur d'un rapport sur les Musées d'Alsace et de Lorraine, et surtout le critique d'art André Hallays, membre très actif et écouté de la commission³⁸. Cette dernière se réunit à 30 reprises entre le 20 octobre 1919 et le 23 mars 1925, date à laquelle ses attributions sont transférées à la commission des monuments historiques à Paris.

L'étude, la mise en valeur et la protection du patrimoine monumental de l'Alsace

En décembre 1919, Danis expose au Conseil supérieur d'Alsace et Lorraine le programme de la direction de l'architecture et des beaux-arts. Le principe directeur est clair :

À l'effort allemand de domination qui s'appliquait à germaniser systématiquement les productions de nos deux provinces, opposer, en les réanimant sur place, les traditions méditerranéennes et françaises qui ont permis le libre développement des

38. ADBR, 178 AL 11. Arrêté du 2 juillet 1919 portant nomination des membres de la commission de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine.

arts alsaciens et lorrains ; faire revivre ainsi, sous des formes toujours renouvelées, l'esprit qui anima successivement sur les bords du Rhin, aux grandes époques de l'art : les artisans de l'antique *Argentoratum*, ensuite les constructeurs du Moyen Âge, disciples des créateurs de l'*Opus francigenum*, et plus tard les artistes de notre XVIII^e siècle ³⁹.

En application de ce principe, la direction de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et Lorraine mène une politique active d'étude, de mise en valeur et de protection du patrimoine monumental de l'Alsace. Elle organise et soutient de nombreuses manifestations archéologiques et artistiques. Elle multiplie les nouveaux classements et reprend les chantiers en cours en appliquant les méthodes françaises de conservation des monuments historiques.

Le Congrès archéologique de France de 1920 : des retrouvailles et un état des lieux

En 1920, la direction de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et Lorraine contribue à l'organisation de la 83^e session du Congrès archéologique de France à Strasbourg, Colmar et Metz : l'architecte Paul Gélis en est l'un des secrétaires généraux.

La Société française d'archéologie avait été la « marraine » de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace créée en 1855 par le préfet Migneret. Son Congrès annuel s'était déjà tenu à Strasbourg en 1859. La Société comptait alors 118 membres alsaciens. Le Congrès de 1920 est l'occasion de renouer les anciens liens entre les archéologues français et l'Alsace. Pour Adrien Blanchet, membre de l'Institut, délégué du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, la visite des congressistes aux monuments de l'Alsace est « comme un pèlerinage où les fils reviendraient, après bien des années, pour retrouver les souvenirs des parents disparus, et pour respirer le parfum d'une terre dont on était exilé ⁴⁰ ». Pour le président de la Société française d'archéologie, Eugène Lefèvre-Pontalis, le Congrès doit permettre aux archéologues français d'étudier à nouveau les monuments de l'Alsace

39. Conseil supérieur d'Alsace et Lorraine, session de décembre 1919, rapport de la section permanente, p. 37. Rapport de la direction des beaux-arts. Texte repris dans : Georges DELAHACHE, *Les débuts de l'administration française en Alsace et en Lorraine*, Paris, 1921, p. 163.

40. Congrès archéologique de France, 83^e session tenue à Metz, Strasbourg et Colmar en 1920 par la Société française d'archéologie, Paris, Picard, 1922, p. 513.

Fig. 9 : Les membres du Congrès archéologique de France devant l'Ancienne Douane ou Koiffhus à Colmar le 29 juin 1920, photographie par Henri Heuzé (*Congrès archéologique de France, 83^e session tenue à Metz, Strasbourg et Colmar en 1920 par la Société française d'archéologie*, Paris, Picard, 1922).

autrement qu'« à travers des livres allemands et ils publieront bientôt des études nouvelles où la clarté française remplacera la lourdeur de la *Kultur* qui excelle à dénaturer l'histoire⁴¹ ».

Plus de 200 personnes assistent à la séance d'ouverture du 22 juin dans la grande salle du palais universitaire à Strasbourg. Les discours prononcés à cette occasion reprennent, sans surprise, tous les poncifs de la propagande anti-allemande relatifs au patrimoine. Invité à parler en premier, Anselme Laugel rappelle le « danger » auquel étaient exposés les monuments de l'Alsace sous l'annexion :

En tous les cas, nous pouvons bien dire aujourd'hui que nos vénérables monuments l'ont échappé belle, et que la victoire de la France les a arrachés à un redoutable danger, car du moins ils seront préservés à l'avenir, des restaurations et des

41. *Ibid.*, p. 515.

truquages. Les Allemands, dans leur insupportable orgueil, entendaient donner des leçons à nos vieux maîtres d'œuvre eux-mêmes dont ils jugeaient les conceptions trop vulgaires ; et, entre leurs mains, nos églises et nos cathédrales n'auraient plus été, à la longue, que des éditions revues, corrigées et augmentées, mais sans saveur et sans originalité⁴².

Lors de la séance de clôture du 29 juin à l'Ancienne Douane de Colmar (fig. 9), le président de la Société française d'archéologie, Eugène Lefèvre-Pontalis conclut qu'avec le retour de l'Alsace à la France : « L'ère des restaurations abusives et peu scrupuleuses est passée, et que le gouvernement français aura à cœur de conserver et d'entretenir avec pitié et respect les monuments si nombreux et si attachants d'Alsace⁴³ ». À en croire les archéologues français et alsaciens, la réintégration des monuments de l'Alsace dans le patrimoine français aurait permis de les sauver de l'incurie, de la destruction ou d'une dénaturation complète.

Pendant leurs dix jours de présence en Alsace, les congressistes visitent les principaux monuments et musées de Strasbourg, Colmar et Mulhouse ainsi que les petites villes et villages de la région : Andlau, Guebwiller, Kaysersberg, Lautenbach, Marmoutier, Murbach, Neuwiller, Ottmarsheim, Ribeauvillé, Riquewihr, Rosheim, Rouffach, Saverne, Sélestat et Thann⁴⁴. Comme en 1859, l'attention des archéologues porte d'abord sur les vestiges de l'Antiquité, les églises et les ruines de châteaux-forts du Moyen Âge, et les édifices civils de la Renaissance. Dorénavant, leur regard s'arrête aussi sur les « vieilles maisons » à colombage qui forment des ensembles pittoresques – comme la Petite France à Strasbourg – et sur les monuments du XVIII^e siècle français. Leurs études sont rassemblées en un fort volume de plus de 600 pages qui paraît en 1922.

L'organisation de grandes manifestations d'art français

De 1919 à 1925, la direction de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine organise de grandes manifestations d'art français dans les départements recouvrés.

42. *Ibid.*, p. 510.

43. *Ibid.*, p. 532.

44. *Ibid.*, p. 490-491.

Fig. 10 : L'aula du Palais universitaire aménagée par Robert Danis pour la rentrée de l'Université française de Strasbourg le 22 novembre 1919, photographie par Gerschel (collection Bruno Gélis).

Robert Danis aménage l'aula du palais universitaire de Strasbourg pour célébrer le premier anniversaire de l'entrée des troupes françaises et servir de cadre à l'inauguration de l'Université française le 22 novembre 1919. Il la décore avec des tapisseries des Gobelins, des tentures « bleu de roi » ornées de couronnes et de faisceaux dorés, et des guirlandes de feuillage et de lampes électriques (fig. 10). Pour André Hallays, cet aménagement constitue « un parfait chef-d'œuvre du goût français » et parvient à masquer temporairement l'architecture néo-Renaissance lugubre et sombre de « hall de gare » dessinée par l'Allemand Otto Warth⁴⁵.

Nommé directeur de l'École régionale d'architecture créée à Strasbourg en août 1921, Danis organise une exposition sur *L'œuvre des architectes de l'école française du XVII^e siècle* à 1920. La manifestation se tient

45. André HALLAYS, « Le goût français en Alsace et en Lorraine », art. cit., p. 3.

Fig. 11 : Vue de l'exposition organisée à l'occasion de l'inauguration de l'École régionale d'architecture au palais du Rhin à Strasbourg, dessin de Gustave Krafft, 1922 (*L'Œuvre des architectes de l'école française du milieu du XVII^e siècle à nos jours*, Dornach, Braun & Cie, 1922).

dans l'ancien palais impérial, devenu propriété de l'État français en vertu du traité de Versailles, et renommé « palais du Rhin » le 11 novembre 1920. L'architecture du « plus lourd monument de la culture germanique » est, comme au palais universitaire, masquée par le décor dessiné par Danis et son adjoint Jean-Henri Patriarche ⁴⁶ (fig. 11). Inaugurée par le directeur français des beaux-arts Paul Léon le 26 mai 1922, l'exposition regroupe 614 documents – portraits et bustes, plans, dessins, maquettes et feuillets manuscrits, tapisseries, estampes et médailles – ce qui en fait sans doute la plus vaste exposition d'architecture qui se soit tenue à Strasbourg ⁴⁷. Elle présente au public alsacien les chefs-d'œuvre de l'architecture française, notamment ses plus importantes réalisations en Alsace et en Lorraine :

46. Pierre SCHOMMER, « L'exposition d'architecture de Strasbourg », *L'Architecture*, vol. 35, n° 13, 10 juillet 1922, p. 199.

47. Wolfgang VOIGT, « Académies et manuels de directives (*Baufibel*) : les manières françaises et allemandes pour imposer un style architectural à l'Alsace », *Revue d'Alsace*, n° 131, 2005, p. 210-211. Sur cette exposition, voir également Antonio BRUCCULERI, *Du dessin historique à l'action publique, Louis Hauteceur et l'architecture classique en France*, Paris, Picard, 2007, p. 176-178. À titre de comparaison, la grande exposition « Interférences/Interferenzen, Architecture, Allemagne-France, 1800-2000 » au Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg en 2013 présentait un peu plus de 400 documents.

les fortifications de Vauban à Neuf-Brisach, Strasbourg et Belfort, les palais Rohan de Saverne et de Strasbourg, le plan d'embellissement de Strasbourg dessiné par Blondel et les projets de Kléber, inspecteur des bâtiments publics à Belfort avant de devenir une gloire militaire sous la Révolution⁴⁸. Le but de l'exposition est de recréer le lien entre les monuments de l'Alsace et ceux du reste de la France, de réintroduire le « goût français » dans les provinces recouvrées, et d'assurer le rayonnement de l'architecture française au-delà de la frontière du Rhin.

La politique de protection des monuments : une priorité donnée au patrimoine « français »

Si la direction de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine s'attache à mieux faire connaître les monuments de l'Alsace, elle cherche aussi à étendre sa protection à un nombre toujours croissant d'édifices.

Les Allemands avaient maintenu en vigueur les 47 classements qui figuraient sur les listes de la commission française des monuments historiques avant 1870 et en ont prononcé 86 autres⁴⁹. Aux 133 monuments classés que compte l'Alsace en 1918, la commission de l'architecture et des beaux-arts en ajoute à son tour 63, ce qui porte leur nombre à 196 en 1925⁵⁰.

Sur la proposition du conservateur du Musée préhistorique et gallo-romain de Strasbourg, Robert Forrer, la commission de l'architecture et des beaux-arts classe les restes de la tour appartenant à l'enceinte du camp romain d'*Argentoratum* découverts dans la cave de l'immeuble 47-49 rue des Grandes Arcades à Strasbourg⁵¹.

48. Robert DANIS, *L'œuvre des architectes de l'école française du milieu du XVII^e siècle à nos jours (catalogue d'exposition)*, Dornach, Braun & Cie, 1922.

49. Sur les classements antérieurs à 1918, voir François IGRSHEIM, *L'Alsace et ses historiens*, *op. cit.*, p. 111-116, 398-399 et 404-405.

50. Pour une étude statistique détaillée, voir : Nicolas LEFORT, *Patrimoine régional, administration nationale, op. cit.*, vol. 1, p. 202-206 et Nicolas LEFORT, « Les nouvelles protections de monuments historiques en Alsace pendant l'entre-deux-guerres : un enjeu national », *Livraisons d'histoire de l'architecture, Histoire du (des?) patrimoine(s)*, n° 33, 1-2017, p. 57-72.

51. *Bulletin officiel d'Alsace et Lorraine*, 1920, p. 1372. Arrêté du 27 décembre 1920.

Comme avant 1918, les nouveaux classements portent en majorité sur des édifices du Moyen Âge et de la Renaissance, notamment ceux endommagés par la guerre dans la région de Thann et ceux précédemment « oubliés » des listes. Leur part a toutefois tendance à diminuer au profit de monuments de périodes plus récentes.

La commission de l'architecture et des beaux-arts protège les monuments commémoratifs de la guerre de 1870, qu'ils soient français – tels que le monument du Geisberg – ou allemands. Hallays rappelle à ce sujet que « sous la domination allemande, les monuments français ont toujours été respectés » ; il va donc de l'honneur de la France d'en faire de même, surtout lorsqu'il s'agit de monuments funéraires « qui ne proclament pas de façon agressive la victoire de 1870⁵² ». Cependant, les monuments allemands ont souvent été endommagés et les bronzes enlevés au moment des manifestations patriotiques de novembre 1918.

La commission classe également les vestiges et souvenirs de la guerre 1914-1918 qui rappellent la « barbarie » allemande, tels que la plateforme de tir de 380 de Zillisheim – premier immeuble du XX^e siècle protégé au titre des monuments historiques en France⁵³ – et les lieux du sacrifice des soldats français pour la reconquête des provinces perdues, c'est-à-dire les champs de bataille du Linge, de la Tête-des-Faux, et surtout du Hartmannswillerkopf où Danis aménage un cimetière et un monument national entre 1924 et 1932⁵⁴.

Cependant, la priorité de la commission est d'entreprendre le classement systématique des monuments du XVIII^e siècle français. De façon symbolique, les deux premiers points inscrits à l'ordre du jour de sa séance inaugurale le 20 octobre 1919 sont le classement du château des Rohan à Strasbourg et celui du château de Saverne, œuvre de Nicolas Salins de Montfort, tous deux adoptés à l'unanimité⁵⁵.

52. ADBR, 178 AL 11. Procès-verbaux de la commission de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine, séance du 27 septembre 1921.

53. Bernard TOULIER (dir.), *Mille monuments du XX^e siècle en France : le patrimoine protégé au titre des monuments historiques*, Paris, Éditions du patrimoine, 1997, p. 77.

54. Nicolas LEFORT et Michel SPITZ, *Hartmannswillerkopf*, op. cit.

55. ADBR, 178 AL 11. Procès-verbaux de la commission de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine, séance inaugurale du 20 octobre 1919.

Commencés par Knauth en 1908, les travaux de restauration du palais Rohan à Strasbourg ont été interrompus par la guerre et reprennent au printemps 1919⁵⁶. Cependant, Hans Haug demande l'arrêt de l'installation du chauffage car elle porte « une grave atteinte à la conservation du caractère des salles intérieures⁵⁷ ». Knauth démissionne de ses fonctions d'architecte du palais et les travaux sont poursuivis par Danis suivant de nouveaux plans. L'architecte français commence par dégager la cour d'honneur encombrée par les collections du musée lapidaire, puis il reconstitue l'état d'origine de celle-ci en rétablissant les arcades pleines qui avaient été ouvertes en 1873 pour aménager des galeries⁵⁸. En raison de difficultés administratives et financières entre la Ville et l'État, la restauration des Grands Appartements ne sera commencée qu'en 1928 et achevée en 1936.

Lors de la deuxième séance de la commission de l'architecture et des beaux-arts, André Hallays dépose la liste de « tous les monuments postérieurs au XVII^e siècle, intentionnellement laissés de côté par les Allemands » dont il propose le classement⁵⁹. Suivant ce programme, une quinzaine de monuments du XVIII^e siècle sont classés entre 1920 et 1925. À Strasbourg, la commission protège les derniers vestiges de la citadelle construite par Vauban. Elle classe les façades des bâtiments bordant la place Broglie, c'est-à-dire l'Hôtel de Deux-Ponts, affecté au gouverneur militaire, l'Hôtel de Hanau-Lichtenberg qui sert d'Hôtel de Ville, l'Hôtel de Klinglin, occupé par le commissaire général de la République, et la façade néo-classique du Théâtre municipal, à l'exclusion du reste du bâtiment reconstruit après le bombardement de 1870. Elle protège aussi les façades et toitures de l'Hôtel de Bussière, rue de la Nuée Bleue, le bâtiment de l'Aubette dessiné par Jacques-François Blondel place Kléber, ainsi que la grande écurie et l'entrée principale des Haras. À Colmar,

56. Sur ces travaux, voir Robert DANIS, « Le palais épiscopal des cardinaux de Rohan à Strasbourg », *Les monuments historiques de la France*, n°6, 1936, p. 164-172 et Jean-Daniel LUDMANN, *Le palais Rohan de Strasbourg*, Strasbourg, Édition des Dernières Nouvelles-ISTRA, 1979, tome 1, p. 56.

57. ADBR, 178 AL 17. Note de Paul Gélis au directeur des services d'architecture et des beaux-arts, 3 mai 1919.

58. ADBR, 178 AL 11. Procès-verbaux de la commission de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine, séance du 18 juillet 1921.

59. *Ibid.*, séance du 24 novembre 1919.

elle ajoute à la liste des monuments classés la chapelle, le théâtre et la bibliothèque du lycée Bartholdi, et à Reichshoffen, l'église paroissiale du XVIII^e siècle.

Outre les édifices, la commission de l'architecture et des beaux-arts se préoccupe de classer et de rétablir les jardins « à la française » du XVIII^e siècle. À Strasbourg, Robert Danis réaménage le jardin de l'Hôtel de Deux-Ponts : il supprime la véranda qui altérerait le caractère de la façade, les monuments commémoratifs allemands et le revêtement en tôle de la grille donnant sur la place Broglie⁶⁰. À Saverne, il fait classer les jardins du château des Rohan, il enlève les constructions provisoires et abat les arbres qui masquent la façade puis il replante des rangées selon le plan d'origine. Il cherche aussi à sauvegarder les restes de l'ancienne perspective monumentale, longue de 4 kilomètres, qui reliait l'édifice à la commune voisine de Steinbourg : leur classement d'office ne sera prononcé par décret en Conseil d'État qu'en 1933⁶¹.

Conclusion

Ainsi, la question de la réintégration des monuments historiques de l'Alsace dans le patrimoine français après 1918 est loin d'être anecdotique. Elle constitue au contraire un enjeu symbolique particulièrement important pour la France. La rapidité avec laquelle la loi française de 1913 est introduite en Alsace en est un indice. L'éviction des architectes allemands au profit d'architectes parisiens en est un autre. Quelques figures dominent la période considérée : si le parcours et les réalisations du directeur de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine Robert Danis sont désormais assez bien connus, ceux du critique d'art André Hallays en Alsace mériteraient sans doute une étude biographique plus poussée. Quoi qu'il en soit, l'œuvre accomplie en quelques années par la direction et la commission de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine est conséquente et prend des formes multiples : publications, organisation de congrès et d'expositions, élargissement du

60. *Ibid.*, séances du 12 avril et 15 novembre 1920.

61. Nicolas LEFORT, « La protection des paysages en Alsace dans l'entre-deux-guerres (1919-1939) », in Didier BOUILLON (dir.), *Paysages, patrimoine et identité*, éd. électronique, Paris, CTHS, 2014 (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), p. 389-390.

300

champ des protections et (quelques) grandes restaurations. Cependant, les services d'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine sont, comme les autres directions du commissariat général de la République, progressivement rattachés au ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts à Paris à partir de 1923. La direction et la commission de l'architecture et des beaux-arts sont définitivement supprimées avec le commissariat général en 1925. Danis reste chargé de la liaison entre les services et le ministère tandis que les attributions de la commission (régionale) de l'architecture et des beaux-arts sont transférées à la commission (nationale) des monuments historiques. La politique de valorisation, de protection et de restauration des monuments historiques d'Alsace impulsée entre 1919 et 1925 se poursuit néanmoins jusqu'à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale.

Résumé

La réintégration des monuments historiques de l'Alsace dans le patrimoine français : enjeux, acteurs et méthodes

Pendant la Grande Guerre et après le retour de l'Alsace à la France en 1918, les monuments historiques de la région sont instrumentalisés par la propagande et constituent un enjeu national entre France et Allemagne. Les Français considèrent les monuments d'architecture gothique comme des témoignages de l'influence pluriséculaire de la France en Alsace. Ils accusent les Allemands d'avoir négligé l'entretien des édifices d'architecture classique pour effacer la trace de la présence française dans le but de « germaniser » la région. Ils opposent de façon manichéenne et simpliste une méthode « française » de la conservation à une méthode « allemande » de la restauration. Ils présentent les grands travaux de restauration exécutés entre 1871 et 1918 comme des preuves de la « barbarie » et du « vandalisme » allemands.

Au-delà du discours nationaliste, les Français utilisent différents moyens pour réintégrer les monuments historiques de l'Alsace dans le patrimoine national. Le gouvernement nomme des architectes parisiens à la tête des services d'architecture et des beaux-arts d'Alsace et de Lorraine et introduit rapidement la législation française sur les monuments historiques dans les territoires recouverts. De grandes manifestations réunissent architectes, historiens de l'art et archéologues français en

Alsace. La création d'une École régionale d'architecture à Strasbourg et l'organisation de grandes expositions doivent permettre à la France de rayonner à nouveau sur le Rhin. Enfin, la politique de protection des monuments historiques mise en œuvre en Alsace donne la priorité aux monuments considérés comme « français », tandis que les travaux de restauration exécutés après guerre cherchent à rétablir le caractère de certains monuments.

Zusammenfassung

301

Die Wiedereingliederung der elsässischen historischen Denkmale in das französische Kulturgut: Herausforderungen, Akteure und Methoden

Während des 1. Weltkriegs und nach der Rückkehr des Elsass zu Frankreich 1918, werden die historischen Denkmale von der Propaganda instrumentalisiert und werden zu einer nationalen Herausforderung zwischen Frankreich und Deutschland. Die Franzosen betrachten die gotischen Denkmale als Zeugen des Jahrhunderte währenden französischen Einflusses im Elsass. Sie beschuldigen die Deutschen die Pflege von Gebäuden aus dem Klassizismus vernachlässigt zu haben, um die Gegend zu germanisieren. In vereinfachter schwarz-weiß malerischer Art, stellen sie eine „französische“ Methode der Konservierung, einer „deutschen“ Methode der Restaurierung gegenüber. Sie stellen die großen Restaurierungsarbeiten, die zwischen 1871 und 1918 stattgefunden haben, als Beweis der deutschen „Barbarei“ und des deutschen „Vandalismus“ dar.

Über die nationalistische Rhetorik hinweg, verwenden die Franzosen verschiedene Strategien um die elsässischen historischen Denkmale in das nationale Kulturgut wieder einzugliedern. Die Regierung ernennt Pariser Architekten an die Spitze der Architektur- und Kunstämter im Elsass und in Lothringen und führt rasch die französische Gesetzgebung im Denkmalschutz, der wiedererlangten Gebiete, ein. Es werden große Veranstaltungen für französische Architekten, Kunsthistoriker und Archäologen im Elsass durchgeführt. Die Gründung einer Architekturschule und große Ausstellungen sollen es Frankreich ermöglichen wieder am Rhein zu erstrahlen. Zuletzt gibt die neue, im Elsass angewandte, Denkmalschutzpolitik, den Denkmalen, die man als „französisch“ einstuft, den Vorrang. Die nach dem Krieg durchgeführten Restaurierungsarbeiten versuchen dennoch den Charakter gewisser Denkmale zu erhalten.

Summary

Historic monuments being part of the French heritage again: what was at stake? who were the actors? which methods?

During World War I and after Alsace returned to France in 1918, the regional historic monuments were held as hostages of propaganda and seen as a national issue for the Franco-German relations. French people would regard gothic monuments as a proof of the French presence in Alsace over the centuries. They would blame the Germans for failing to maintain classical architecture buildings so as to delete the traces of French presence and thus “germanize” Alsace. They would oppose, in a caricatural, simplistic way a French method of conservation and a German one, describing the great restoration works achieved between 1871 and 1918 as tokens of German “brutality” and “vandalism”.

Beyond the nationalist terms, the French authorities used various ways and means of reintegrating the Alsatian historic monuments into the national heritage. The government appointed Parisian architects as heads of Alsace and Lorraine’s architecture and fine arts services and hastened to introduce the French legislation in the recently recovered territories. Prestigious events were organized in Alsace, bringing together architects, art historians and archeologists. The founding of a regional Architecture School in Strasbourg and the organisation of important exhibitions were meant to give France a chance to be shed light again on the Rhine valley. Last, the historic monument protection policy followed in Alsace focused on monuments considered to be “French”, while the restoration works operated after World War I were trying to restore the original character of certain other monuments.